



CHAPITRE 99

Loi accordant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse de Sainte-Geneviève

[Sanctionnée le 22 février 1955]

Préambule.

ATTENDU que par suite de la vente des terres en culture, comme lots à bâtir, les dispositions du Code municipal ne suffisent plus à cette municipalité, et que la corporation a besoin de pouvoirs additionnels;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

C.M.,
a. 181a,
aj. pour
la corpt.

1. Le Code municipal est modifié, pour la corporation de la paroisse de Sainte-Geneviève, en ajoutant, après l'article 181, l'article suivant:

"181a. Pour assurer l'exécution de ses ordonnances le conseil peut, par résolution, décréter la création d'une charge municipale dont le titulaire sera appelé "surintendant" et sera investi de tous les droits, pouvoirs, privilèges et obligations de l'inspecteur municipal et de l'inspecteur agraire.

Le surintendant reste en fonction durant le bon plaisir du conseil, quoiqu'il ait été engagé pour un temps déterminé.

La nomination d'un tel officier dispense la corporation de l'obligation de nommer un inspecteur municipal et un inspecteur agraire conformément aux dispositions de la présente section."

CHAPTER 99

An Act to grant certain powers to the municipal corporation of the parish of Ste. Geneviève

[Assented to, the 22nd of February, 1955]

Preamble.

WHEREAS through the sale of farm land for building lots, the provisions of the Municipal Code no longer suffice for the said municipality, and the corporation needs additional powers;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Municipal Code is amended, for the corporation of the parish of Ste. Geneviève, by adding, after article 181, the following article:

M.C.,
a. 181a,
added for
corpt.

"181a. To ensure the execution of its orders the council, by resolution, may create a municipal office the holder of which shall be called the "superintendent" and shall be vested with all the rights, powers, privileges and obligations of the municipal inspector and of the rural inspector.

The superintendent shall remain in office during the pleasure of the council, although he may have been hired for a fixed period.

The appointment of such officer shall free the corporation of the obligation of appointing a municipal inspector and a rural inspector in accordance with the provisions of this section."

C.M.,
a. 392b,
aj. pour
la corpt.

2. Le Code municipal est modifié, pour la corporation de la paroisse de Sainte-Genève, en ajoutant, après l'article 392a, l'article suivant:

"392b. Sans autre formalité que l'approbation du conseil municipal et du ministre des affaires municipales et la publication du règlement en la manière ordinaire, le conseil est autorisé à adopter d'ici le premier janvier 1956, un règlement de construction et de zonage amendant ou modifiant ses règlements existants, conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 392a et ledit règlement ne pourra être amendé ou modifié que conformément aux dispositions dudit article."

Id.,
a. 410a,
aj. pour
la corpt.

3. Le Code municipal est modifié, pour la corporation de la paroisse de Sainte-Genève, en ajoutant, après l'article 410, l'article suivant:

"410a. La corporation peut faire, amender ou abroger des règlements pour établir, aménager, améliorer et maintenir aux frais de la municipalité des centres de loisirs et des terrains de jeux et lieux d'amusements; et en outre, pour voter et payer à même les fonds généraux toute somme jugée utile pour encourager l'établissement ou l'entretien de centres de loisirs, l'organisation des jeux et des sports dans la municipalité, pourvu que le montant global des sommes ainsi votées sous forme d'aide ou de don à ces fins ne dépasse pas quinze cents dollars par année; ces sommes pourront être distribuées au gré du conseil par des résolutions."

Id.,
a. 523a,
aj. pour
la corpt.

4. Le Code municipal est modifié pour la corporation de la paroisse de Sainte-Genève, en ajoutant, après l'article 523, l'article suivant:

"523a. Sur requête signée par le ou les propriétaires représentant au moins les deux tiers du front des terrains longeant une rue ou une ruelle, ou une partie de rue ou ruelle, approuvée par le ministre des affaires municipales, la corporation est autorisée à faire, sur sa propriété, tous les travaux permanents tels que trottoirs, égouts, pavages, aqueduc et leurs raccordements et autres travaux dits permanents

2. The Municipal Code is amended, for the corporation of the parish of Ste. Genève, by adding, after article 392a, the following article:

M.C.,
a. 392b,
added for
corpt.

"392b. Without other formality than the approval of the municipal council and the Minister of Municipal Affairs and the publication of the by-law in the ordinary manner, the council is authorized to adopt, until the first of January, 1956, a building and zoning by-law amending or modifying its existing by-laws, in conformity with the powers derived from article 392a, and the said by-law may not be amended or modified except in accordance with the provisions of the said article."

3. The Municipal Code is amended, for the corporation of the parish of Ste. Genève, by adding, after article 410, the following article:

Id.,
a. 410a,
added for
corpt.

"410a. The corporation may make, amend or repeal by-laws to establish, equip, improve and maintain, at the expense of the municipality, recreation centres, playgrounds, and amusement places and in addition to vote, and pay out of the general funds, such sums as may be deemed appropriate to encourage the establishment or maintenance of recreation centres, the organization of games and sports in the municipality, provided that the aggregate amount of the sums so voted as grants or gifts for such purposes does not exceed fifteen hundred dollars per annum; such sums may be distributed by the council at will, by resolution."

4. The Municipal Code is amended, for the corporation of the parish of Ste. Genève, by adding, after article 523, the following article:

Id.,
a. 523a,
added for
corpt.

"523a. Upon petition signed by the property-owner or owners representing at least two-thirds of the frontage of the land bordering on a street or lane or portion of a street or lane, approved by the Minister of Municipal Affairs, the corporation is authorized to execute on its property, all permanent works such as paving, sidewalks, sewers, waterworks and their connections and other works called

et à emprunter, au besoin, les sommes d'argent nécessaires à ces fins.

Pour le calcul des deux tiers des propriétés longeant une rue ou une ruelle, comme susdit, la partie exemptée des lots angulaires n'a pas d'effet à l'encontre de cette requête.

Le coût de ces travaux et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement ainsi que le coût et les déboursés encourus en ce cas, pour la préparation des règlements et la négociation des emprunts, sont défrayés au moyen d'une cotisation spéciale sur les propriétaires intéressés, en proportion de l'étendue de front de leurs propriétés conformément aux règlements de la corporation et aux termes de l'article 759 du Code municipal et à cette fin, la corporation est autorisée à emprunter tout l'argent nécessaire pour payer tous ces travaux.

Les termes de chacun de ces emprunts ne doivent pas excéder celui d'une cotisation spéciale prélevée pour les travaux qui font l'objet de cet emprunt.

Ces emprunts doivent être ordonnés par règlement du conseil de la corporation, mais sans être soumis à l'approbation des contribuables, comme l'exige l'article 758 du Code municipal, mais ils doivent être approuvés par le ministre des affaires municipales.

Ils doivent être faits au moyen d'une émission d'obligations ou de debentures émises conformément aux dispositions de la charte, ou à défaut de dispositions à ce sujet dans la charte, conformément au Code municipal.

Tout règlement ordonnant un semblable emprunt doit, dans chaque cas, spécifier clairement l'objet de cet emprunt, et aucun règlement de cette nature n'est adopté par le conseil de la corporation sans qu'il n'ait obtenu d'un ingénieur professionnel, une déclaration écrite, sous serment d'office, attestant le coût total des travaux nécessitant tel emprunt, et que les travaux ont été complètement exécutés.

La cotisation spéciale, prélevée sur les propriétaires intéressés pour les travaux permanents faits en vertu du présent article, constitue un fonds d'amortissement qui doit être exclusivement appliqué au paiement de l'intérêt sur les obligations ou

permanent and to borrow, at need, the sums of money requisite for such purposes.

In calculating the two-thirds of the properties bordering on a street or lane as aforesaid the exempted part of corner lots shall be without effect against the said petition.

The cost of these works, the interest on the loan contracted for the payment thereof and the costs and disbursements incurred in such case, for the preparation of by-laws and the negotiation of loans, shall be paid by means of a special assessment levied on the property-owners concerned in proportion to the frontage of their properties in accordance with the by-laws of the corporation and with article 759 of the Municipal Code, and for such purpose the corporation is authorized to borrow all the money needed to pay for all such works.

The term of each such loan shall not exceed that of a special assessment levied for the works which are the object of such loan.

Such loans shall be ordered by by-law of the council of the corporation, but shall not be subject to the approval of the ratepayers, as required by article 758 of the Municipal Code, but they must be approved by the Minister of Municipal Affairs.

They shall be contracted by means of an issue of bonds or debentures made in conformity with the provisions of the charter, or failing provisions with respect thereto in the charter, in conformity with the Municipal Code.

Every by-law ordering such a loan must, in each case, clearly specify the object of the loan, and no by-law of such a nature shall be passed by the council of the corporation, unless the latter has obtained from a professional engineer a written declaration, under his oath of office, stating the total cost of the works necessitating the loan and attesting that such works have been completely performed.

The special assessment levied on the interested proprietors for the permanent works made under this article shall constitute a sinking-fund to be applied exclusively to the payment of the interest on the bonds or debentures issued for

déventures émises pour le paiement de ces travaux et au rachat de ces obligations et actions enregistrées à leur échéance, et ces intérêts et fonds d'amortissement resteront néanmoins une charge sur le fonds général de la corporation.

La corporation est autorisée à emprunter de la banque les deniers nécessaires à l'exécution de ces travaux. Cet emprunt doit être remboursé à la banque avec le produit de la vente desdites obligations ou actions enregistrées.

Ces emprunts et la négociation de ces obligations ou déventures doivent être faits dans l'année suivant le parachèvement de ces travaux."

Emprunt
autorisé.

5. Le conseil municipal est autorisé à emprunter une somme n'excédant pas dix mille dollars pour pourvoir aux premières dépenses de l'organisation d'un service d'égouts et d'aqueduc, et de la confection d'un plan de construction et de zonage. Cet emprunt ne sera pas soumis à l'approbation des électeurs, mais devra être approuvé par le ministre des affaires municipales.

Taxe de
vente
autorisée.

6. La corporation de la paroisse de Sainte-Geneviève peut par règlement imposer et prélever une taxe spéciale de un pour cent, dite taxe de vente, de même nature, établie sur les mêmes bases, avec les mêmes effets et sujette aux mêmes exemptions que la taxe actuellement en vigueur et prévue par l'article 4, du chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements (Loi de l'impôt sur la vente en détails).

Percep-
tion, etc.

Ladite taxe sera prélevée et perçue dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Geneviève de la même manière et aux mêmes conditions et avec la même sanction que la taxe perçue en vertu de l'article 4 de ladite Loi de l'impôt sur la vente en détail.

C.M.,
a. 787b,
aj. pour
la corpt.

7. Le Code municipal est modifié, pour la corporation de la paroisse de Sainte-Geneviève, en ajoutant, après l'article 787a, l'article suivant:

"787b. Le conseil municipal est autorisé, par résolution, à conclure des ententes avec les corporations municipales environnantes pour acquérir des droits de

the payment of such works and to redeem such bonds and registered stock at maturity, which interest and sinking-fund shall nevertheless be a charge upon the general fund to the corporation.

The corporation is authorized to borrow from a bank the necessary money for the execution of such works. Such loan shall be reimbursed to the bank out of the proceeds of the sale of the said bonds or registered stock.

Such loans and the negotiation of the bonds or debentures shall be made within the year following the completion of the works."

Loan au-
thorized.

5. The municipal council is authorized to borrow a sum not exceeding ten thousand dollars to cover the first expenses for the organization of a sewers and water-works service and the preparation of a building and zoning plan. Such loan shall not be submitted for the approval of the electors, but must be approved by the Minister of Municipal Affairs.

Sales tax
author-
ized.

6. The corporation of the parish of Ste. Geneviève may by by-law impose and levy a special tax of one per cent, called sales tax, of the same nature, established on the same basis, with the same effects and subject to the same exemptions as the tax now in force and contemplated in section 4 of chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments (Retail Sales Tax Act).

Collec-
tion, etc.

The said tax shall be levied and collected in the municipality of the parish of Ste. Geneviève in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions as the tax collected under section 4 of the said Retail Sales Tax Act.

M.C.,
a. 787b,
added for
corpt.

7. The Municipal Code is amended for the corporation of the parish of Ste. Geneviève, by adding, after article 787a, the following article:

"787b. The municipal council is authorized, by resolution, to conclude agreements with the surrounding municipal corporations, to acquire rights of ways and

passage et autres servitudes nécessaires pour l'installation d'un système d'aqueduc et d'égout. other necessary servitudes for installation of water and sewer services.

A défaut d'entente entre les parties, la Régie des services publics est autorisée à agir comme arbitre définitif et dont la décision est finale et sans appel. Le différend peut être porté devant la Régie des services publics par toute partie intéressée en suivant les règles ordinaires de pratique devant la Régie des services publics."

Failing agreement by the parties, the Public Service Board is authorized to act as final arbitrator whose decision is final and without appeal. The dispute can be brought before the Public Service Board by any interested party by complying with the ordinary regulations in practice before the Public Service Board."

Entrée en
vigueur.

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

8. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.